

Le 9 avril, grève et manifestation à Bayonne et Pau POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL, POUR LE PROGRES SOCIAL,

Après la forte journée de mobilisation du 31 mars, qui a rassemblé sur le département plus de 11000 manifestants, plus d'un million au niveau national, l'intersyndicale nationale a décidé d'une nouvelle journée d'action samedi 9 avril, avec appel à la grève et à manifester pour gagner le retrait de ce projet de loi et porter nos revendications.

La mobilisation unitaire, interprofessionnelle et intergénérationnelle contre le projet de loi Travail, grandit de semaine en semaine, gagne de la puissance, s'enracine dans les entreprises mais aussi dans tout le pays. Maintenons la pression !!!

Ce qui change :

- Le **Compte Personnel d'Activité** est doté de droits à formation pour les salarié-es les moins qualifié-es, sans que l'on sache comment ce sera financé
- L'augmentation du temps de travail des **apprentis mineurs** est supprimée.
- Le **plafonnement des indemnités prudhommes** en cas de licenciement abusif devient un barème indicatif. Cependant ce barème ne sera plus établi en nombre de mois de salaire mais avec des montants forfaitaires, ce qui pénalisera directement les salariés les plus qualifiés.
- L'employeur ne pourra pas mettre en place de façon unilatérale les **forfaits jours** dans les entreprises de moins de 50 salarié-es
- Les **durées maximum de travail** (de nuit et hebdomadaire) seront toujours comptabilisées sur 12 semaines (au lieu de 16 dans la première version de la loi)

Ce qui reste :

L'inversion de la hiérarchie des normes, qui permet que l'accord d'entreprise remplace la loi ou la convention collective même s'il est moins favorable, et qui généralise les logiques de dumping social et d'inégalité entre les salariés. Ce principe ne s'applique au début qu'au temps de travail, et sera ensuite généralisé à l'ensemble du code du travail.



C'est ce qui permet le travailler plus pour gagner moins !

- Les jours de congés ne seront plus garantis par la loi mais définis par accord d'entreprise (à l'exception de ceux pour évènement de famille sur lesquels le gouvernement a été obligé de reculer).
- La possibilité de majorer 5 fois moins les heures supplémentaires par simple accord d'entreprise.
- La possibilité de moduler le temps de travail sur 3 ans et de reculer d'autant le déclenchement d'heures supplémentaires.
- L'incitation à étendre les forfaits jours avec des modalités de négociation dérogatoires (salarié mandaté). C'est au contraire une réglementation stricte qui est

nécessaire pour que la France respecte enfin le droit européen.

- ✚ La désresponsabilisation des employeurs en matière de santé et de sécurité.
- ✚ La possibilité de fractionner les 11

- ✚ heures consécutives de repos, pour les salariés en forfaits jours est renvoyée à une concertation avant octobre 2016.
- ✚ Un droit à la déconnexion en trompe l'œil (application au 1er janvier 2018 sans aucune valeur contraignante).

La facilitation des licenciements :

- ✚ Les critères des licenciements économiques restent identiques à ceux de l'avant-projet de loi et permettent à un groupe prospère de se débarrasser impunément d'une filiale française.
- ✚ Les accords de compétitivité sont étendus aux cas de « développement » de l'emploi,

et permettent d'imposer baisse de salaire horaire, flexibilité et mobilité, sous peine de licenciement pour motif personnel.

- ✚ En cas de transfert ou cession d'entreprise « nécessaire à la sauvegarde d'une partie des emplois », l'obligation de maintenir les contrats de travail est supprimée.

La casse de la démocratie sociale dans l'entreprise :

- ✚ La possibilité de faire passer des accords d'entreprise contre l'avis des syndicats représentant 70% des personnels.
- ✚ La possibilité, par accord de branche, de transformer les Négociations Annuelles

Obligatoires (salaires...) en négociations triennales.

- ✚ La mise en place d'une durée de vie de 5 ans pour les accords d'entreprise, sans maintien des avantages acquis pour les salariés.

La remise en cause de la médecine du travail :

- ✚ La suppression de la visite médicale obligatoire d'embauche.
- ✚ Le changement de mission des médecins du travail qui passent d'une

logique de prévention à une mission de contrôle des salariés.

Les salariés ont également bien compris que diminuer les droits collectifs et individuels des uns ne créera pas le moindre emploi pour les autres.

Faciliter les licenciements et précariser les salariés **C'EST NON !**

Interdire les licenciements, renforcer les droits des travailleurs **C'EST OUI !**

Renforcer la flexibilité, mettre en cause la hiérarchie des normes **C'EST NON !**

Diminuer la durée du travail et augmenter les salaires pour toutes et tous **C'EST OUI !**

Pour le retrait du Projet de Loi Travail,
Tou-te-s en grève et aux manifestations
le samedi 9 avril à 10h30 à :

- Bayonne, Place St Ursule
- Pau, Place de Verdun

